

Guerres, élections, football, spatial... Ces 10 événements qui marqueront une année 2026 chamboule-tout

L'année s'ouvre sur des défis mondiaux : guerre en Ukraine, tensions en Asie et incertitudes politiques aux Etats-Unis. La Chine et le Proche-

Orient seront également au cœur des préoccupations, avec des évolutions potentielles qui pourraient redéfinir l'équilibre géopolitique mondial.



Des soldats ukrainiens opèrent des drones utilisés jadis pour l'épandage de pesticides pour viser des unités russes près de la ligne de front de ce qui sera vraisemblablement le point géopolitique le plus chaud du globe cette année, avec le pourtour maritime de la Chine. (Photo Jana Covojska/Zuma/SIPA)

Par **Yves Bourdillon, Vincent Collen, Richard Hiault, Yann Verdo, Bastien Bouchaud, Raphaël Balenieri, Nicolas Madelaine**

Publié le 4 janv. 2026 à 08:00 | Mis à jour le 5 janv. 2026 à 16:58

L'année s'ouvre sous des augures géopolitiques intenses : pas d'issue visible à la guerre en Ukraine, recomposition du Moyen-Orient, provocations maritimes de Pékin et

poursuite des coups de boutoir d'un Trump menacé aux élections de mi-mandat... Le détail des prévisions des « Echos ».

• Ukraine : la paix se dérobera sans doute encore

Il serait surprenant que la guerre en Ukraine s'arrête cette année. Malgré les innombrables réunions diplomatiques faisant état d'avancées fructueuses pour en fait masquer du surplace, Moscou comme Kiev ne semblent pas prêts à signer un cessez-le-feu durable. Le Kremlin est obsédé par le projet de soumettre son voisin, voire de discréditer l'Otan. Des tests sous forme d'infiltrations à travers les frontières baltes, ou polonaises, ne sont pas à exclure en 2026, en sus de survols « accidentels » de drones. Poutine ne lâchera rien. Tout en continuant de manipuler son relais d'influence majeur, à la Maison-Blanche, à grand renfort de promesses de profits gigantesques pour les firmes américaines en Russie.

Kiev, de son côté, sait que toute concession, notamment de sa ceinture clés de forteresses dans l'ouest du Donbass, serait le début de la fin. La difficulté pour elle sera de contenir une armée russe qui s'essouffle visiblement et n'a conquis que... 0,6 % de son territoire en 2025, sans perdre de son côté trop d'hommes en raison de son infériorité démographique. Kiev et ses alliés européens doivent éviter la rupture avec Trump pour sauver le renseignement aérien vital jusqu'aux élections de mi-mandat aux Etats-Unis, ou à l'effondrement, désormais plausible, du système bancaire russe.

Quarante-six mois de guerre

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine, long de quarante-six mois, est d'ores et déjà plus long que la « grande guerre patriotique » entre l'Allemagne et l'URSS invoquée par le Kremlin dès qu'on conteste ses projets néo-impériaux et de revanche après la défaite de la guerre froide.

Yves Bourdillon

• En Chine, une année clé sur tous les fronts



La Chine mène des manœuvres militaires quasi quotidiennes autour de Taïwan. Ici, un navire des garde-côtes taïwanais navigue près d'un navire des garde-côtes chinois. (Photo Via Reuters)

2026 va être une année à forts enjeux pour la Chine. Tant sur le plan intérieur, avec l'adoption en mars du 15^e plan quinquennal, la grande feuille de route qui doit trouver de nouveaux moteurs de croissance jusqu'en 2030, que sur le plan international. Car si la Chine a réussi, l'année dernière, à stabiliser bon an mal an sa relation avec Donald Trump et à éviter le découplage total avec les Etats-Unis, la deuxième économie mondiale fait face désormais à des feux de contestation ailleurs dans le monde.

En Europe, le ton monte contre les surcapacités industrielles chinoises qui sont exportées en masse vers ce marché de 450 millions de personnes. L'imposition de droits de douane contre la Chine, et donc la perspective d'une guerre commerciale sino-européenne, comme l'a évoqué Emmanuel Macron à Pékin en décembre, n'est plus à exclure. Sur ce sujet, la position de l'Allemagne est très attendue. La visite du chancelier allemand Friedrich Merz en Chine, courant 2026, indiquera si le couple franco-allemand parle d'une seule voix ou non sur ce dossier clé.

Le jeu est devenu également plus complexe en Asie, avec les efforts du président taïwanais Lai Ching-te pour remilitariser Taïwan et l'arrivée de Sanae Takaichi au Japon. La Chine et le Japon sont à couteaux tirés depuis que la Première ministre japonaise a dit qu'une éventuelle attaque chinoise sur Taïwan pourrait justifier une intervention de l'armée du Japon. Pékin a riposté avec des représailles économiques et une campagne de propagande contre le Japon, ainsi qu'avec des manœuvres militaires **quasi quotidiennes autour de Taïwan** qui vont continuer en 2026. Le statu quo reste toutefois le scénario le plus probable. Ni Xi Jinping ni Donald Trump n'ont intérêt à créer les conditions d'un conflit armé qui pourrait être économiquement dévastateur et qui recomposerait toute la région. Dans ce contexte, la Chine va continuer de marquer son territoire autour de Taïwan, dans une escalade maîtrisée.

Raphaël Balenieri

• **Proche-Orient : liquidation de l'axe de la résistance**



Le quartier d'Al-Saftawi, à l'ouest de la ville de Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza, le 10 décembre dernier. (Photo AFP)

La guerre ne reprendra vraisemblablement pas à Gaza entre l'armée israélienne et le Hamas, tant les deux camps auraient à y perdre. Mais l'absence de combats ne signifie pas pour autant la paix, tant l'application de la deuxième phase de l'accord parrainé par

la Maison-Blanche semble délicate, au point de pousser récemment Washington et Jérusalem à menacer d'une reprise des raids. Le Hamas est, sans surprise, déterminé à ne pas céder le pouvoir, ou son armement. La reconstruction du territoire, sans même parler d'un règlement de la question palestinienne qui empoisonne le Proche-Orient depuis quatre-vingts ans et est instrumentalisée par les antisémites un peu partout dans le monde, sera donc repoussée aux calendes grecques.

Pour autant, si le Hamas survit, il risque d'être le seul parmi les composants de l'axe de la résistance au Proche-Orient qui prétendait tenir tête à Israël. Une normalisation des relations entre Jérusalem et Damas, en état de guerre depuis 1948, est en route. Et au Liban la milice chiite du Hezbollah devra vraisemblablement se résigner à abandonner son arsenal. Surtout, la pièce centrale de l'axe, l'Iran qui finançait ses séides et pratiquait l'ingérence tous azimuts dans la région, pourrait chuter. Le régime des mollahs est confronté depuis une semaine à une révolte plus menaçante que les précédentes.

En effet, face à une révolte qui a pris comme un feu de poudre en réaction à une inflation remontée à 52 % officiellement en rythme annuel et sans doute proche de 200 % pour les produits de première nécessité, le régime ne dispose plus vraiment de marge de manœuvre. Il manque de devises à la suite du rétablissement des sanctions internationales à l'instigation des Occidentaux fin septembre en raison de son obstination à cacher son programme nucléaire militarisé. Plus d'argent pour acheter tant bien que mal la paix sociale, ou payer les agents de son légendaire appareil répressif. L'horizon s'obscurcit sacrément pour **la République islamique**.

De même que son instauration en 1979 constitua un événement historique en donnant des ailes à l'islamisme, combat politique au nom du Coran, un peu partout dans le monde, sa chute constituerait un événement énorme. Et déclencherait une reconfiguration spectaculaire du Proche-Orient. L'hypothèse farfelue d'un retour des monarchistes paraît même plausible, avec à la clé une normalisation des relations avec Israël ! Un séisme, certes, mais encore hypothétique.

Y. B.

• Etats-Unis : le camp républicain menacé aux élections de mi-mandat



Le président américain Donald Trump, dans le Michigan, le 29 avril 2025, où il a prononcé un discours célébrant son centième jour à la Maison-Blanche. (Photo AFP)

L'année s'annonce chargée à Washington. Donald Trump s'apprête à célébrer le premier anniversaire de son retour à la Maison-Blanche en janvier. Les Etats-Unis vont fêter les 250 ans de la déclaration d'indépendance et la Coupe du monde de football. Le président américain a par ailleurs de grandes ambitions à l'international, du Venezuela à Gaza en passant par l'Ukraine. Le temps presse. Donald Trump pourrait voir ses marges de manœuvre fortement limitées après **les « midterms », le 3 novembre prochain**. Le parti républicain risque de perdre sa majorité à la Chambre des représentants durant ces élections de mi-mandat malgré ses efforts pour redessiner les cartes électorales à son avantage.

L'opposition démocrate pourrait alors user des pouvoirs du Congrès, délaissés par l'actuelle majorité républicaine, pour multiplier les investigations contre l'administration. Donald Trump veut absolument éviter de se retrouver dans cette situation. Incapable de se représenter pour un troisième mandat, il craint de sceller son statut de président en préretraite et de perdre la main sur des républicains déjà soucieux de se positionner pour l'après-Trump. Il a juré de remettre la lutte contre l'inflation au

coeur de ses priorités politiques pour tenter de reprendre la main sur l'économie, alors que les Américains blâment ses politiques protectionnistes pour la hausse des prix.

La date 1776

Les Etats-Unis fêteront cette année les 250 ans de leur déclaration d'indépendance.

Les démocrates sont bien partis pour l'emporter à la Chambre, où le parti au pouvoir perd généralement des sièges, mais la bataille est loin d'être jouée au Sénat. Le parti fait face à la rébellion d'une partie de sa base, tentée par un populisme de gauche qui pourrait lui coûter des voix dans certains des Etats républicains où les démocrates espèrent l'emporter.

Bastien Bouchaud

• Royaume-Uni, Keir Starmer dans la tempête

Keir Starmer sera très vraisemblablement encore Premier ministre fin 2026. Mais la question ne devrait même pas se poser. Le Premier ministre britannique travailliste vient à peine d'être élu pour cinq ans, en juillet 2024, et son parti dispose d'une confortable majorité. Seulement voilà, la cote de popularité de Keir Starmer n'a quasiment jamais cessé de chuter et le Labour est passé sous les 20 % d'intentions de vote, loin derrière Reform. Des élections locales vont se tenir en mai et beaucoup pensent que, après une défaite cuisante, son parti voudra le remplacer à Downing Street, ce que permet le système parlementaire britannique.

Mais la raison principale pour laquelle il gardera son job en 2026 est plus triviale. Aucun prétendant à son poste ne s'impose encore et alors que le Parti tory a une longue histoire de défenestration de ses leaders, la procédure est plus complexe au sein du Labour. Aucun de ses premiers ministres n'a jamais été défait ainsi.

Nicolas Madelaine

• Europe : la chute d'Orban en Hongrie ?



Le Premier ministre hongrois et président du parti Fidesz, Viktor Orban, au pouvoir sans interruption depuis 2010. (Photo Attila KISBENEDEK/AFP)

Les Hongrois retiennent leur souffle. En avril, les législatives organisées dans la république de 9,5 millions d'habitants pourraient mettre fin au règne de Viktor Orban, au pouvoir sans interruption depuis 2010. Le Premier ministre de 62 ans, nationaliste, europhobe au point d'être pro-Kremlin et ultraconservateur, semble mal parti pour faire un cinquième mandat d'affilée : la plupart des sondages le donnent perdant.

Ce n'est pas la première fois que l'opposition hongroise reprend espoir : certains des scrutins précédents s'annonçaient mal pour Orban, mais le leader populiste, à la fois pro-Poutine et pro-Trump, a toujours été réélu. Cette fois-ci, la situation est différente. La vaste majorité des électeurs qui veulent en finir avec le Premier ministre se sont ralliés derrière la candidature d'un nouveau venu, Peter Magyar, qui était encore inconnu des Hongrois il y a moins de deux ans.

Agé de 44 ans, ce juriste est un ancien du Fidesz de Viktor Orban, le parti qui verrouille la vie politique hongroise depuis seize ans. Peter Magyar a créé son propre parti, Tisza, et mise sur un profond renouveau du personnel politique - la plupart de ses candidats aux législatives d'avril sont issus de la société civile - alors que l'opposition traditionnelle est largement discréditée et n'a jamais réussi à vaincre Orban.

Résolument de droite, Peter Magyar tient compte du conservatisme d'une grande partie de la population mais dénonce sans relâche le délabrement des services publics (santé, éducation...) et la corruption du « clan » au pouvoir à Budapest. L'inflation qui a frappé la Hongrie depuis 2022, l'une des plus élevées d'Europe, jouera-t-elle en sa faveur ? Viktor Orban, lui, **multiplie les cadeaux électoraux** à la veille du scrutin, en particulier pour les retraités qui forment plus du quart de l'électorat : ils recevront une généreuse prime en février... huit semaines avant les élections.

Vincent Collen

• Venezuela : les Etats-Unis sur le pied de guerre

Donald Trump mourait d'envie de renverser le régime Maduro et est donc passé à l'action en tout début d'année, même si le prétexte paraît un peu mince : un commando américain a enlevé le président du **Venezuela** ce samedi lors d'une opération héliportée accompagnée de bombardements de diversion sur Caracas. Officiellement en raison de son rôle dans le commerce de drogues dures vers les Etats-Unis, véritable arme de destruction massive selon le président américain. Le crime du président Maduro semblait plutôt de diriger un pays devenu le « porte-avions géopolitique » de la Chine, la Russie et l'Iran dans une Amérique latine que les Yankees considèrent comme leur pré carré au nom d'une relecture personnelle de la « doctrine Monroe » de 1823. Avoir manifestement volé une élection et être assis sur les principales réserves inemployées en hydrocarbures non conventionnels de la planète aggrave son cas. Un assaut américain sur les ports du pays semblait plausible, mais pas une invasion à grande échelle. Grande incertitude toutefois ; ce régime décapité va-t-il survivre, malgré tout, ou tomber dans les prochains jours ?

Y. B.

• Football : la Coupe du monde de la démesure

C'est une Coupe du monde de foot de la démesure qui se déroulera du 11 juin au 19 juillet prochain, puisqu'elle sera organisée, pour la première fois, à l'échelle d'un continent entier, l'Amérique du Nord. Même si les Etats-Unis de Donald Trump, qui en profitera sans doute pour se vanter d'avoir été un excellent joueur (milieu de terrain rugueux à son académie militaire en 1962), se tailleront la part du lion : onze des seize villes sélectionnées, contre deux au Canada et **trois au Mexique**.

Espérons que la Maison-Blanche n'aura pas annexé d'ici là son voisin nordique, ou coupé l'eau à celui du sud. Ce tournoi s'effectuera sous haute sécurité : les visiteurs devront fournir aux autorités carrément l'historique de leur activité sur les réseaux sociaux, ce qui pose un léger problème d'atteinte à la vie privée. Les supporters haïtiens seront interdits tout comme peut-être les Ivoiriens et les Sénégalais, ce qui serait sans précédent. Le tournoi devrait coûter 7 milliards de dollars, un record, évidemment... derrière toutefois celui au Qatar.

Il sera aussi le premier à réunir 48 équipes au lieu de 32 auparavant. Entre matchs de poules et à élimination directe dès les seizièmes de finale, qui verront vraisemblablement quelques ténors passer à la trappe, 104 matchs seront joués. Quatre pays sont sélectionnés pour la première fois : le Cap-Vert, l'île caraïbe de Curaçao (le plus petit pays jamais qualifié avec à peine 160.000 habitants), la Jordanie et l'Ouzbékistan.

Seize pays européens, dont la France finaliste en 2022, essayeront de détrôner l'Argentine de Messi sous l'oeil d'un Javier Milei qui est en train, de son côté, de remporter le championnat du monde de la lutte contre l'hyperinflation et de la réduction en mode Afuera des dépenses publiques.

Y. B.

• Un multilatéralisme recomposé et resserré

Que ce soit le G20 ou le G7, l'année 2026 verra une rupture certaine avec les habitudes du passé. Les multiples réunions ministérielles sur tout un tas de sujet qui s'étalaient sur l'année ont vécu. Donald Trump dont le pays préside le G20 l'a réduit à sa plus simple expression : uniquement deux sujets prédomineront. A commencer par la finance qui sera concentrée sur la réglementation, l'énergie et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement ainsi que le développement de nouvelles technologies. Les affaires étrangères feront aussi l'objet de réunions spécifiques tout au long de l'année. Les problématiques liées au changement climatique, à la dette des pays pauvres, au

développement et inégalités sont les grands oubliés de la présidence américaine. Et les pays non-membres du G20 ne seront plus conviés, exception faite de la Pologne.

Du côté G7, présidé par la France, là encore, l'heure est au resserrement des priorités. Emmanuel Macron en a sélectionné seulement sept qui feront l'objet de réunions au niveau des ministres (Affaires étrangères, Finances, Commerce, Partenariat internationaux, Numérique, Environnement et Affaires intérieures). Mais le président français est conscient que ces sujets ne peuvent être traités par les seuls pays du G7. Une ouverture à d'autres pays est envisagée. Les grands pays émergents devraient être conviés au sommet d'Evian en juin à l'instar des présidents brésilien et indien. La venue même du président chinois, Xi Jinping, est envisagée sous réserve de l'approbation à venir des Etats-Unis. Bref, le G20 et le G7 n'existent plus que par leur patronyme. Les tensions internationales en redessinent les contours et les priorités.

Richard Hiault

• Sciences : une Française dans la Station spatiale internationale



La Française Sophie Adenot va effectuer une mission de six à huit mois à bord de la Station spatiale internationale, à partir du 15 février prochain. (NASA/Helen Arase Vargas and David DeHoyos)

« Epsilon », la lettre grecque symbole des petits riens. Tel est le modeste nom choisi par l'astronaute de l'Agence spatiale européenne, **Sophie Adenot**, pour la mission qui doit

l'emmener, à partir du 15 février prochain, à bord de la Station spatiale internationale (ISS). Ce séjour de six à huit mois à 400 kilomètres au-dessus de nos têtes fera d'elle la deuxième Française à être envoyée dans l'espace, trente ans après l'envol vers la station Mir de son idole de jeunesse, Claudie Haigneré.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : sous l'humilité de façade du nom de la nouvelle mission se cachent de grandes ambitions scientifiques. Durant ses quelques mois en microgravité, Sophie Adenot prendra part à pas moins de 200 expériences scientifiques, dont 10 françaises, conçues et suivies par le CNES et son laboratoire Cadmos (Centre d'aide au développement des activités en micropesanteur et des opérations spatiales). Un exemple ? ChlorISS, consistant à faire germer simultanément des graines d'Arabette des dames et de Mizuna dans l'ISS et sur Terre (par les écoliers de plus de 4.000 établissements scolaires), pour étudier les effets de la lumière et de la gravité sur la germination.

En 2024, les recherches menées à bord de l'ISS ont abouti à 364 publications scientifiques, pour l'essentiel dans des domaines clés de l'exploration spatiale tels que l'impact physiologique d'un séjour prolongé dans l'espace, ou les nouvelles technologies en cours de développement pour préparer les futures explorations habitées vers la Lune ou Mars. Et qui sait d'ailleurs si, après l'ISS, Sophie Adenot ne sera pas la première Française à monter dans le vaisseau américain Orion pour aller faire un petit tour au milieu des cratères lunaires, sur la fine poussière grise ?....

Yann Verdo

Retour sur nos prévisions 2025

Notre modestie dût-elle en souffrir, **nos prévisions** ont été massivement exactes il y a un an (pas comme en 2024). Nous avions prédit que Donald Trump allait chambouler Washington et l'ordre international ; que les chrétiens-démocrates retourneraient au pouvoir en Allemagne ; que les dirigeants syriens ayant renversé Bachar Al-Assad tendraient la main à l'Occident, à moins que ce ne soit l'inverse ; que Pékin continuerait de harceler Taïwan, voire les Philippines ; que la guerre commerciale entre les Etats-Unis et leurs partenaires s'intensifierait ; que Javier Milei continuerait de manier la tronçonneuse dans les dépenses publiques en Argentine ; que les négociations échoueraient à instaurer un cessez-le-feu en Ukraine, où le front évoluerait très peu ; que Pékin tenterait désespérément de relancer sa croissance, sans grand succès ; et que

Justin Trudeau tomberait au Canada, même si nous croyions à tort que cela serait au profit du dirigeant conservateur Pierre Poilievre... mais c'était avant que Mark Carney n'entre dans la course. Nous avions aussi prévu que l'Iran continuerait d'être sous pression, mais n'avions pas imaginé qu'Israël et Washington oseraient frapper son programme nucléaire.

Y. B.

Yves Bourdillon